

PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le 19 NOV. 2005

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Patrick BARTOLINI

Tél. : 04.91.15.63.89.

Patrick.bartolini@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

N° 158-2005 A

Arrêté
portant prescriptions complémentaires
à l'encontre de la société VALSUD ONYX
concernant l'exploitation du CSDU
de SEPTEMES LES VALLONS

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement, notamment le titre Ier de son livre V en ses articles L.511-1 et suivants ;

VU la loi du 11 juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977;

VU l'arrêté préfectoral 114-2004 A du 9 juillet 2004 autorisant la société VALSUD ONYX à exploiter un centre de stockage de déchets ultimes sur la commune de SEPTEMES LES VALLONS ;

VU le rapport du DRIRE en date du 5 octobre 2005;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 novembre 2005 ;

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article 18 du décret de 1977 susvisé, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées, après avis du conseil départemental d'hygiène, afin de fixer toutes les prescriptions additionnelles destinées à défendre les intérêts de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la situation géographique du site ne permet pas le fonctionnement correct des poteaux incendie, et qu'il convient donc, d'appliquer des solutions techniques afin d'assurer une protection incendie efficace ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La Société VALSUD ONYX est autorisée à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets ultimes situé au lieu-dit « la montagne », 13240 SEPTEMES LES VALLONS conformément à l'arrêté préfectoral n°114-2004 A du 9 juillet 2004.

ARTICLE 2

Les prescriptions de l'article 18.8 de l'arrêté préfectoral n°114-2004 A du 9 juillet 2004 sont modifiées comme suit :

-Ensemble du site :

- L'alinéa « -2 poteaux incendie de 100 mm de diamètre : un à proximité de la déchetterie, un le long de la piste d'accès à l'exploitation » est remplacé par l'alinéa suivant :

« Deux points d'aspiration équipés de 2 prises normalisées de diamètre 70 mm et d'une prise normalisée de 100 mm de diamètre : un à l'entrée du site, un à proximité de la déchetterie.

Ces points d'aspiration seront signalés par des pictogrammes afin de ne pas les confondre avec des poteaux incendie classiques et protégés contre les heurts de véhicules. Par ailleurs, en fonctionnement simultané, ils devront fournir un débit cumulé de 200 m³/h minimum.

De plus, chacun de ces points d'aspiration disposera d'une zone de stationnement pour les véhicules de secours et d'incendie. »

- Les moyens de lutte concernant l'ensemble du site sont complétés par le paragraphe suivant :

« Un bassin de 2000 m³ d'eau, équipé d'une zone d'aspiration et accessible aux hélicoptères bombardier d'eau. La zone d'aspiration sera aménagée en accord avec les services d'incendie et de secours (existence d'une zone de retournement et de butées de recul au bord du bassin notamment).

- Plate-forme de compostage :

Les moyens de lutte concernant la plate-forme de compostage sont complétés par le paragraphe suivant :

« Un point d'aspiration de caractéristiques identiques à ceux prévus pour l'ensemble du site et aménagé pareillement. Il sera situé sur le bord Nord-ouest de la plate-forme de compostage. Un portail DFCI permettra l'accès à ce point depuis la route d'accès au site sans passer par l'entrée principale du site.

Un passage permettant le passage d'un dévidoir tiré par deux sapeurs pompiers du point d'aspiration prévu ci-dessus jusqu'aux abords de la plate-forme de compostage. »

ARTICLE 3

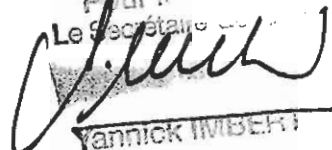
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture,
Le sous-préfet de l'arrondissement d'AIX EN PROVENCE,

Le maire de SEPTEMES LES VALLONS,
Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
Le directeur des services départementaux d'incendie et de secours

Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié conformément aux dispositions de l'article 21 du décret de 1977 susvisé.

Pour le Maire
Le Secrétaire Général

YANNICK IMBERT